



Information Literacy Section, Africa Section, Access to Information Network - Africa

IFLA RIGA 2012

INFORMATION FOR CIVIC LITERACY

The Small Guild Hall, 3/5 Amatu Street, Old Town, Riga, Latvia
8-10 August 2012

La maîtrise de l'information pour un meilleur exercice de la citoyenneté (Information literacy for a better exercise of citizenship)

Mandiaye Ndiaye

Conservateur des bibliothèques
Bibliothèque universitaire Cheikh Anta Diop de Dakar
173 bis Cité Lobatt Fall Pikine – BP:2307 CP 18522
DAKAR, Sénégal
Mobile: +221 77 651 00 33; Office: +221 33 824 69 81
E-mail : mandiaye7@gmail.com

Résumé

La citoyenneté c'est la qualité du citoyen, elle réside dans son action sur l'évolution de la cité. La maîtrise de l'information semble prédisposer le citoyen à assumer pleinement cette citoyenneté. Pour cela, le citoyen doit comprendre ce qui se fait et se dit dans la cité afin d'apporter sa contribution à la vie publique. Alors qu'il n'a pas toujours cette culture de l'information qui lui est nécessaire, ni les compétences informationnelles requises.

À l'heure de « la société des savoirs partagés » l'information est devenue le moteur essentiel du mode de production des sociétés contemporaines. Ainsi, la maîtrise de l'information constitue un enjeu de taille, dont le citoyen doit comprendre le processus d'acquisition. Car, la société de l'information constitue un cadre qui suscite la question de l'apport du citoyen. Dès lors, une formation à la maîtrise de l'information s'impose, et les bibliothèques et médiateurs de l'information sont interpellés.

English abstract

Citizenship is what characterizes the citizen. It lives in his interaction with the evolving City, that is, civil society. Information literacy appears to prepare the citizen to fully assume his citizenship. To do so, the citizen must understand what is being done and said in civil society, in order to make his contribution to public life. But then, he does not always have that information culture which he needs, nor the necessary information competencies.

In this time of “the social network of shared knowledge” information has become the essential engine of productivity of contemporary societies. Thus, information literacy constitutes a sizable challenge, a competency which the citizen must understand how to acquire. For the information society is a framework which raises the question of the citizen’s input. Henceforward, an education in information literacy is compulsory, and libraries and information providers are under interrogation.

INTRODUCTION

Le Sénégal a vécu ce 25 mars 2012 sa seconde alternance démocratique de son histoire. Les technologies de l’information et de la communication (TICs) ont été présentes à tous les niveaux du processus ayant abouti à cette alternance. Depuis la confection des cartes d’électeurs numérisées jusqu’à la présence du fichier électoral sur Internet. Les organisations de la société civile engagées dans le combat citoyen ainsi que les partis politiques ont utilisé entre autres moyens des espaces publicitaires sur les portails d’informations pour inciter la population ou leurs militants à aller s’inscrire sur les listes électorales ou retirer leurs cartes d’électeurs. La plupart des candidats à l’élection présidentielle se sont fait développer des pages web ou un profil sur les réseaux sociaux pour vendre leur image, partager leur programme ou interagir avec les potentiels électeurs.

Les internautes sénégalais engagés dans la bataille pour des élections libres et transparentes ont veillé sur le processus électoral. Munis de leurs smartphones, ils ont remonté des anomalies, partagé des informations, des images ou des vidéos avec des commentaires sur leur profil facebook ou twitter.

La communauté des blogueurs sénégalais n’a pas été en reste, elle s’est organisée pour encourager les internautes amateurs à partager les informations recueillies dans les espaces dédiés de microblogging créés. Cette mise à disposition de l’information et son partage à travers les TICs en vue d’une action citoyenne, ont été les prétextes de notre réflexion sur le thème général de cette conférence « **L’information pour une culture civique** ».

La finalité de l’effort déployé par les différents acteurs du processus en vue d’un meilleur accès à l’information pour guider l’action du citoyen constitue le soubassement de notre analyse dans ce papier. En d’autres termes combien la maîtrise de l’information peut rendre meilleur l’exercice de la citoyenneté ? Mais faudrait-il d’abord s’accorder sur le sens de la notion de maîtrise de l’information avant d’évoquer les enjeux et les opportunités qu’elle représente. Cela passe par l’analyse de l’impact que la maîtrise de l’information peut avoir dans l’exercice de la citoyenneté et le rôle que pourraient jouer les bibliothèques et les professionnels de l’information documentaire dans son processus d’acquisition.

I. DÉFINITIONS

+ Citoyenneté

La citoyenneté se définit d'un point de vue juridique par la possession d'une nationalité et des droits civils et politiques ; mais aussi, d'autre part, par une participation à la vie de la cité¹. Exercer sa citoyenneté, c'est choisir d'apporter sa contribution à la vie publique, mais aussi faire valoir son point de vue sur l'évolution de la société. Par là, le citoyen met en exergue son statut juridique, qui est un statut de liberté ; il se positionne comme un citoyen actif, qui joue un rôle majeur dans la société.

L'acte qu'il pose prend tout son sens avec sa participation effective à la gouvernance et à l'action citoyenne à travers son engagement dans des cadres structurés (partis politiques, associations, syndicats,...) ou ses comportements civiques.

+ Maîtrise de l'information

La maîtrise de l'information se présente comme un nouveau paradigme dans le paysage de l'information et de la communication. L'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) confère une importance capitale à la maîtrise de l'information, qu'elle considère comme le socle de l'apprentissage tout au long de la vie et de l'autonomisation des citoyens de tout pays.

Définir la maîtrise de l'information constitue un exercice complexe, tellement que les analystes de la question s'accordent sur le caractère polysémique de ce concept. De multiples courants de recherches et d'idées, ainsi que plusieurs spécialistes et professionnels de l'information se sont arrêtés sur l'origine du concept de "maîtrise de l'information" et ce qu'il recouvre.

Présentant le manuel d'« Introduction à la maîtrise de l'information » de M. Forest Woody Horton Jr, expert international en gestion de l'information, Monsieur Abdul Waheed Khan, sous-directeur général, secteur de la communication et de l'information de l'UNESCO note que « *dans cette phase initiale de développement du concept, la manière dont celui-ci est défini, compris et appliqué varie d'un pays, d'une culture ou d'un groupe linguistique à un autre* »².

Relevant cette difficulté, M. Forest Woody Horton Jr considère que l'origine du concept de « maîtrise de l'information » ne saurait être située dans l'œuvre d'un seul auteur, ni dans une seule étude ou un seul courant de recherches, ni même dans un seul facteur ou cause tel que la pauvreté, la maladie, l'analphabétisme ou le chômage. Il s'agit plutôt d'une idée résultant de la

¹ <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/citoyennete/definition/definir/quels-roles-citoyen-peut-il-jouer-societe.html> (consulté le 10 mai 2012)

² Forest Woody Horton, Jr, « Introduction à la maîtrise de l'information » Programme Information pour Tous du secteur de la communication et de l'information de l'UNESCO [en ligne] <http://www.uis.unesco.org/Communication/Documents/157020F.pdf> (consulté le 10 mai 2012)

convergence de réflexions issues de nombreux événements, disciplines, secteurs et domaines de recherche.

Pour Sylvie Chevillote, il est plus constructif de rappeler le sens des termes “maîtrise de l’information”, “compétences informationnelles” ou “culture de l’information” du fait que « *les appellations évoluent, se côtoient, varient et aucune ne semble recueillir l’unanimité auprès des professionnels de l’information. Une seule certitude au sein de cet océan d’interrogations, la référence implicite ou explicite au concept américain d’Information Literacy. Et que malheureusement, sa traduction est difficile car il repose sur des présupposés culturels peu exportables* ». Ainsi, « *la terminologie varie et plusieurs expressions sont utilisées sans qu’il soit toujours facile de savoir ce qui les différencie* »³.

Toutefois, il est au moins admis que l’IFLA et l’UNESCO utilisent la notion de maîtrise de l’information dans les différentes traductions. Ainsi, pour éviter de s’enliser dans une opération d’analyse conceptuelle qui risque d’être longue et périlleuse au vu des différentes approches, nous allons nous accorder avec l’IFLA dans sa vision en la matière. Dans ses recommandations sur la maîtrise de l’information et des médias, l’IFLA considère que « *la maîtrise de l’information et des médias correspond à des connaissances, des attitudes et une somme de compétences nécessaires pour savoir quelle information on a besoin et à quel moment ; où et comment l’obtenir ; comment en faire une évaluation critique et l’organiser une fois qu’on l’a trouvée ; et comment l’utiliser de façon éthique* »⁴.

Les recommandations précisent que le concept s’étend au-delà des technologies de l’information et de la communication, englobant l’apprentissage, la pensée critique et les compétences interprétatives à travers et au-delà des frontières professionnelles et éducatives. Nous constaterons avec Sylvie Chevillote que « *l’enjeu réel, au-delà des définitions, est de parvenir à appliquer et faire reconnaître la nécessité du développement des capacités d’analyse critique des élèves, des étudiants et des citoyens* »⁵

³ Chevillote Sylvie. Maîtrise de l’information? Éducation à l’information? Culture informationnelle ? Les dossiers de l’ingénierie éducative n° 57, 2007 [en ligne]. <http://www2.cndp.fr/archivage/valid/89404/89404-14460-18270.pdf> (consulté le 11 mai 2012).

⁴Recommandations de l’IFLA sur la Maîtrise de l’information et des médias [en ligne] <http://www.ifla.org/files/information-literacy/publications/media-info-lit-recommend-fr.pdf> (consulté le 10 mai 2012).

⁵ Chevillote Sylvie. Article précité

II. ENJEUX ET OPPORTUNITÉS DE LA MAÎTRISE DE L'INFORMATION

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont engendré des mutations profondes dans la mise à disposition de l'information dans le monde. Pour tirer parti des possibilités qu'offrent ces technologies en faveur des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire, les représentants des peuples du monde réunis à Genève du 10 au 12 décembre 2003, dans la première phase du Sommet mondial sur la société de l'information, ont proclamé leur volonté et leur détermination communes d'édifier une société de l'information à dimension humaine.

La déclaration de principes de ce sommet énonce la volonté commune de construire une société diversifiée, fondée sur le droit fondamental des êtres humains à accéder à l'information et à créer celle-ci sans restriction, et dans laquelle chacun est capable de créer, d'accéder, d'utiliser et de partager l'information et le savoir⁶. Cela semble dicter la nécessité d'une certaine capacité à faire usage de l'information. D'où, la nécessité d'une véritable stratégie de formation à la maîtrise de l'information. L'enjeu majeur est d'acquérir la maîtrise de l'information et de pratiquer tout au long de la vie les habitudes et les capacités qu'elle implique. Elle recouvre une importance vitale et doit être au cœur des perspectives de développement économique de tous les pays, surtout ceux en développement.

Considérant que la maîtrise de l'information est indispensable au fonctionnement d'une société démocratique pour donner à chacun les moyens de participer activement à la gouvernance et à l'action citoyenne et ainsi mieux gérer et maîtriser sa propre vie, l'Unesco y voit un socle de l'autonomisation des citoyens de tout pays. Elle met l'accent sur la formation tout au long de la vie dans une optique citoyenne et éducative.

Dans le programme d'information pour tous (PIPT) de l'UNESCO, les experts reconnaissent que la formation à la maîtrise de l'information constitue le socle des sociétés du savoir que l'Organisation promeut depuis le Sommet mondial sur la société de l'information en décembre 2003. Elle est indispensable quels que soient la discipline, l'environnement et le niveau d'éducation même s'il faut reconnaître des disparités dans les méthodes d'apprentissage utilisées selon les pays et leur niveau de développement⁷.

Conformément à cela, l'IFLA recommande instamment aux gouvernants, et aux organisations intergouvernementales, ainsi qu'aux institutions et organisations privées de

⁶ Sommet mondial sur la société de l'information, Genève 2003. Déclaration de principes[en ligne] <http://www.itu.int/wsis/docs/geneva/official/dop-fr.html> (consulté le 10 mai 2012).

⁷ Programme d'information pour tous (PIPT) <http://www.unesco.org/new/fr/communication-and-information/intergovernmental-programmes/information-for-all-programme-ifap/homepage/>

poursuivre des politiques et des programmes qui défendent et assurent la promotion de la maîtrise de l'information et des médias et de l'apprentissage tout au long de la vie pour tous⁸.

La maîtrise de l'information et l'apprentissage tout au long de la vie sont les phares de la société de l'information, éclairant les chemins vers le développement, la prospérité et la liberté.

La maîtrise de l'information est au cœur de la formation tout au long de la vie. Elle permet aux gens, dans tous les chemins de la vie, de chercher, d'évaluer, d'utiliser et de créer l'information pour des objectifs personnels, sociaux, professionnels et éducationnels. C'est un droit humain de base dans un monde numérique qui apporte l'intégration de tous les peuples.

La formation tout au long de la vie permet aux individus, aux communautés et aux nations d'atteindre leurs objectifs et tirer parti des occasions qui émergent dans un environnement de bénéfice partagé en constante évolution⁹.

Mais faudrait-il pas replacer, d'abord la maîtrise de l'information dans ce que Forest Woody Horton Jr appelle la grande famille des « *maîtrises pour la survie* » au XXI^e siècle, qui, selon lui, compte six membres :

- (1) la maîtrise fonctionnelle fondamentale ou de base des pratiques (compétences) que sont la lecture, l'écriture, l'expression orale et le calcul ;
- (2) la maîtrise de l'informatique ;
- (3) la maîtrise des médias ;
- (4) l'enseignement à distance et le cyber-apprentissage ;
- (5) la maîtrise culturelle ;
- (6) la maîtrise de l'information.

Nous ferons l'économie des différentes étapes ou phases par lesquelles la mise en œuvre du processus de maîtrise de l'information doit passer, selon une progression plus ou moins fixe, en notant qu'il y a des interconnexions entre ces grandes maîtrises et des chevauchements dans les champs couverts. Les initiatives prioritaires pour la maîtrise de l'information sont axées dans quatre secteurs, considérées comme des « domaines d'intervention clés » :

- l'apprentissage et l'éducation
- la santé et les services sociaux
- les entreprises et le développement économique
- la gouvernance et la citoyenneté.

⁸Recommandations de l'IFLA sur la Maîtrise de l'information et des médias <http://www.ifla.org/files/information-literacy/publications/media-info-lit-recommend-fr.pdf>

⁹ Phares de la société de l'information : La proclamation d'Alexandrie sur la maîtrise de l'information et l'apprentissage tout au long de la vie [en ligne] <http://archive.ifla.org/III/wsis/BeaconInfSoc-fr.html> consulté le 11 mai 2012

Nous limiterons notre champ d'analyse à la gouvernance et la citoyenneté, bien que la maîtrise de l'information occupe une place centrale dans les trois autres domaines précités. A l'heure de "la société des savoirs partagés", l'information est devenue le moteur essentiel du mode de production des sociétés contemporaines. « *Le développement économique devient de plus en plus tributaire de l'utilisation de l'information et des capacités d'apprentissage de la main d'œuvre. Alors que dans les révolutions agricole et industrielle, les ressources stratégiques étaient les matières premières, au 21^e siècle, c'est la connaissance elle-même qui devient aujourd'hui la ressource stratégique.* » nous disent Abdelaziz ABID et Jacques HENRARD¹⁰.

Sur le plan de la santé, la maîtrise de l'information est vitale aussi bien pour les spécialistes que pour les patients. Dans le secteur de l'éducation, seule une maîtrise de l'information au cœur de la réforme peut garantir un système éducatif de qualité « *capable de doter les élèves et étudiants de moyens de devenir des citoyens responsables* ».

III. LA MAÎTRISE DE L'INFORMATION POUR LA GOUVERNANCE ET LA CITOYENNETÉ EFFICACE

La maîtrise de l'information est indispensable pour que puisse fonctionner une société citoyenne à laquelle tous aient la possibilité de participer. Elle reste un enjeu de taille dans le fonctionnement d'une société démocratique. La maîtrise de l'information prédispose le citoyen à assumer pleinement sa citoyenneté. Il serait illusoire de parler de fonctionnement démocratique, sans donner aux individus les moyens de participer activement à la gouvernance et à l'action citoyenne. La société de l'information constitue un cadre qui suscite la question de l'apport du citoyen. Ce dernier doit comprendre ce qui se fait et se dit dans la cité avant de pouvoir apporter sa contribution à la vie publique. « *Bien informés, les hommes sont des citoyens ; mal informés ils deviennent des sujets* » nous dit Alfred Sauvy¹¹. Ainsi, la maîtrise de l'information donne au citoyen la capacité d'exercer sa citoyenneté avec qualité.

La maîtrise de l'information supposant une véritable stratégie d'information à la base, les technologies de l'information et de la communication (Tics) constituent de fabuleux outils pour cela. Nous l'avons déjà noté, l'enjeu de la question reste la formation à la maîtrise de l'information. Une telle formation dans une perspective citoyenne devrait prendre en compte l'appropriation des technologies de l'information et de la communication. « *Dans un monde numérique, la maîtrise de l'information suppose que les intéressés possèdent les compétences requises pour utiliser les TIC et leurs applications afin d'accéder à l'information et de créer de l'information* »¹².

Prenant comme étude de cas, la lecture que nous avons faite de la place des outils du web 2.0 dans le processus de l'élection présidentielle 2012 au Sénégal, nous allons voir combien

¹⁰ Abdelaziz ABID et Jacques HENRARD, « Apprendre à apprendre : Maîtrise de l'information et apprentissage tout au long de la vie » Cahiers de la documentation, numéro 2009-3 http://www.abd-bvd.be/cah/papers/2009-3_Abid-Henrard.pdf (consulté le 11 mai 2012).

¹¹ Alfred Sauvy. Economiste, démographe et sociologue français (1898-1990)

¹² Programme d'information pour tous (PIPT) <http://www.unesco.org/new/fr/communication-and-information/intergovernmental-programmes/information-for-all-programme-ifap/homepage/>

l'utilisation des Tics peut participer à la maîtrise de l'information du citoyen et lui faciliter dans une certaine mesure son action citoyenne. L'analyse est axée sur la place qu'ont occupée les réseaux et médias sociaux dans le processus ayant abouti à cette seconde alternance démocratique au Sénégal en 2012.

CAS PRATIQUE : Alternance 2.0 au Sénégal¹³

Le Sénégal a vécu ce 25 mars 2012 sa seconde alternance démocratique. Il faut éviter d'être péremptoire en affirmant que les réseaux et les médias sociaux ont fortement contribué à sa survenance, mais force est de constater que l'esprit et la pratique du web social auront traversé cette élection présidentielle 2012 au Sénégal.

A l'image des organisations de la société civile qui ont appelé les acteurs politiques au respect des valeurs républicaines, et les populations à se tenir debout et à veiller, certains acteurs de la blogosphère sénégalaise ont lancé un appel aux citoyens à se comporter comme des E-observateurs du processus électoral à travers les réseaux et médias sociaux.

Certes, tous les électeurs sénégalais ne sont pas des internautes, mais la communauté web nationale a été très active. Les usagers de la toile se sont appropriés les nouvelles fonctionnalités web pour se positionner comme des veilleurs. L'e-citoyen sénégalais s'est transformé en Big brother 2.0 pour partager sur son profil Facebook, sur son compte Twitter ou dans des espaces dédiés ses photos ou vidéos prises avec son smartphone, suggérer des liens ou poster des commentaires relatifs à l'élection présidentielle 2012.

Pour profiter de l'interactivité de ces "journalistes amateurs", capables de remonter une anomalie, ou révéler une information à travers ces médias sociaux, même les télévisions nationales et internationales engagées dans la couverture de ces élections n'ont pas manqué de suivre cette longue traine (@2stvsenegal, @TFM, ...). Des hashtags ont même été proposés pour une interaction avec les invités des émissions en direct. Pour d'autres, l'intervention s'est faite à travers des plateformes de partage telles " les citoyens ont la parole", un projet de journalisme participatif porté par *les Observateurs de France 24* et *l'Atelier des médias de RFI* avec des blogueurs volontaires ou encore via Sénégal 2012; Parole aux sénégalais ou Sama Baat¹⁴, *car-rapide*, des initiatives prises par des sénégalais.

Même les organisations de la société civile s'y sont mises. Le *Mouvement des forces vives du 23 juin 2011*¹⁵ (M23) a créé son espace virtuel et le mouvement Y'en a marre¹⁶ engagé

¹³ Openlib.sn, biblioblog personnel <http://mandiaye.wordpress.com>

¹⁴ « Ma voix » en wolof, langue parlée majoritairement au Sénégal.

¹⁵ Le M23 est né suite à des manifestations organisées le 23 juin 2011 sur l'ensemble du territoire national sénégalais et dans la diaspora contre le projet de loi instituant l'élection simultanée d'un président et d'un vice-président avec seulement 25% des suffrages exprimés.

¹⁶ Mouvement citoyen initié par de jeunes sénégalais pour des raisons de sensibilisation sur l'engagement citoyen. Il se donnait pour mission de veiller sur le respect du processus électoral et de la constitution du Sénégal.

dans le combat citoyen a mis en place sa page Facebook avec plus de 13 000 clics sur le bouton ‘j’aime’ combinée à un profil Twitter.

La communauté des blogueurs sénégalais a été au premier plan de cette bataille en ligne pour des élections libres et transparentes mais aussi pour une forte mobilisation citoyenne. La plateforme Sunu2012 a été une réussite notable dans ce domaine. Son hashtag #sunu2012, de même que d’autres comme #kebetu¹⁷ ont été des « passages » incontournables pour les milliers de tweets partagés par les usagers de cette plateforme du micro-blogging.

Les deux coalitions en lice pour le fauteuil présidentiel n’ont pas été en reste dans la bataille à travers les médias sociaux. Déjà, à quarante huit heures du second tour de l’élection présidentielle, le candidat de la coalition victorieuse Benno Bokk Yaakar (ensemble pour un espoir commun) partait largement favori en gagnant à la ‘clic-ométrie’ sur le bouton ‘j’aime’ de Facebook au vu des résultats d’un sondage publié sur le profil de sunu Sénégal.

Faudrait-il pas, pour autant, relativiser l’impact des médias sociaux sur le processus électoral même si l’Internet mobile a fortement progressé au Sénégal, car comme l’écrivait Olivier Sagna, l’éditorialiste du Bulletin d’analyse sur les technologies de l’information et de la communication (BATIK), la Lettre d’information électronique mensuelle publiée par OSIRIS¹⁸ « *Globalement, le taux de pénétration des services Internet dans la société sénégalaise reste cependant encore très faible puisqu’il ne concerne que 2,8% de la population même si en termes d’utilisation, l’Union internationale des télécommunications (UIT) évalue le taux de pénétration d’Internet à 15,7% de la population. 2011 restera donc dans les annales comme l’année où l’Internet mobile s’est imposé comme le moyen d’accès privilégié à Internet* ».

Cette analyse nous aura permis de relever l’opportunité qu’offrent les Tics dans l’appropriation de l’information par les citoyens. Les Tics permettent de collecter et de partager l’information dans un but d’informer ou d’influencer. Ainsi à l’image des dynamiques en cours dans le monde (le mouvement du libre accès à l’information scientifique et technique, l’utilisation des logiciels libres) les réseaux et médias sociaux peuvent constituer des leviers importants dans l’accès aux ‘savoirs partagés’ pour une véritable culture citoyenne. Mais le citoyen n’a pas toujours les compétences requises pour une meilleure appropriation de l’information devant l’opportunité qu’offrent les TICs et la masse d’information disponible. Ainsi les bibliothèques se positionnent comme les centres par excellence pour une véritable médiation de l’information à la base.

¹⁷ Hashtag sur la plateforme de micro-blogging Twitter. Le mot « Kébétu » en lui même signifie « Twitter » <http://www.avenue221.com/kebetu-le-nouveau-concept-twitter-des-blogueurs-senegalais>

¹⁸ Observatoire sur les Systèmes d’Information, les Réseaux et les Inforoutes au Sénégal <http://www.osiris.sn>

IV. PLACE DE BIBLIOTHEQUES ET RÔLES DES PROFESSIONNELS

Nous l'avons relevé tantôt, ce XXI^{ème} siècle consacre l'ère de la société des savoirs. Il y a une prédominance de l'information. Elle est au centre de tout, mais demeure surabondante. « *On reste en effet pantois devant la masse et la diversité incroyables des ressources en information textuelle, graphique et statistique produites aussi bien sous forme numérique que sur papier et instantanément accessibles par l'Internet, ainsi qu'auprès d'institutions de savoir traditionnelles...* ». La production de l'information, son traitement, sa mise à disposition et son utilisation obéissent à des règles et requiert des compétences informationnelles. Ce qui pose la question du rôle des bibliothèques et des professionnels de l'information, en tant que acteurs majeurs de la circulation de celle-ci. Dans le processus de maîtrise de l'information et d'acquisition de ces compétences, le citoyen est interpellé par des questions et le respect d'un certain nombre de droits et devoirs :

- l'évaluation des ressources issues de l'Internet
- la Cyber protection
- les droits et devoirs liés à l'usage de l'information
- les questions de droits d'auteurs
- les droits, devoirs et libertés sur les réseaux.

Alors que « *La profusion de savoirs et d'informations véhiculés suppose des citoyens ayant la capacité d'identifier leur besoin d'information, de sélectionner celle-ci, de l'évaluer pour enfin l'utiliser* »¹⁹. Les bibliothèques se placent au cœur de ces perspectives. L'IFLA réitère cette tendance par son engagement à travers son **Manifeste sur les bibliothèques et la société de l'information en action**, qui affirme que le rôle unique des bibliothèques et des services d'information est de répondre aux questions spécifiques et aux besoins de chaque individu. Si le manifeste soutient que les bibliothèques complètent la transmission générale du savoir par les média, par exemple, et se rendent indispensables dans une société de l'information démocratique et ouverte. « *Elles offrent aussi les capacités de promouvoir la maîtrise de l'information et d'offrir un soutien et une formation pour un usage efficace de l'information, y compris dans les techniques de la communication et de l'information* »²⁰.

Les bibliothécaires également disposent d'un savoir-faire spécifique et ils sont parfaitement qualifiés pour intervenir dans ce domaine. Car connaître et maîtriser Internet, être imprégné des questions liées à la production et à l'usage de l'information contribuent à aider le citoyen à jouer avec efficacité son rôle dans la vie publique. Ainsi, les professionnels des bibliothèques constituent des acteurs incontournables dans la formation à la maîtrise de l'information des citoyens à l'heure de la société des "savoirs partagés".

¹⁹ Chevillotte, Sylvie, « Bibliothèques et Information Literacy », *BBF*, 2005, n° 2, p. 42-48
[en ligne] <<http://bbf.enssib.fr/>> Consulté le 11 mai 2012

²⁰ Manifeste d'Alexandrie sur les bibliothèques, la société de l'information en action
<http://www.ifla.org/files/ws/Docs/alex-manifesto-lib-info-society-fr.pdf>

CONCLUSION

L'évolution actuelle de la société mondiale met le citoyen devant ses responsabilités. A l'heure de la société des "savoirs partagés", le citoyen doit disposer des moyens qui lui permettent de participer activement à la gouvernance et à l'action citoyenne. Des compétences que peut lui procurer une bonne maîtrise de l'information. Indispensable au fonctionnement des sociétés démocratiques, la maîtrise de l'information participe à l'autonomisation du citoyen. C'est pourquoi nous considérons que les bibliothèques, au-delà de leur contribution au maintien de la liberté intellectuelle, à la sauvegarde des valeurs démocratiques et aux droits civils universels par le fait de donner libre accès aux ressources essentielles de l'information et du savoir doivent constituer des centres d'incubation pour la formation du citoyen à la maîtrise de l'information. Les Technologies de l'information et de la communication constituent également des opportunités qui doivent être mis a profit pour aider le citoyen à acquérir cette maîtrise de l'information et pratiquer tout au long de la vie les habitudes et les capacités qu'elle implique.

RÉFÉRENCES

Abdelaziz ABID et Jacques HENRARD, « Apprendre à apprendre : Maîtrise de l'information et apprentissage tout au long de la vie » *Cahiers de la documentation*, numéro 2009-3 http://www.abd-bvd.be/cah/papers/2009-3_Abid-Henrard.pdf (consulté le 11 mai 2012).

Chevillotte, Sylvie, « Bibliothèques et Information Literacy », *BBF*, 2005, n° 2, p. 42-48 [en ligne] <http://bbf.enssib.fr> (Consulté le 11 mai 2012)

Chevillotte Sylvie. Maîtrise de l'information? Éducation à l'information? Culture informationnelle ? Les dossiers de l'ingénierie éducative n° 57, 2007 [en ligne]. <http://www2.cndp.fr/archivage/valid/89404/89404-14460-18270.pdf> (consulté le 11 mai 2012).

Forest Woody Horton, Jr, « Introduction à la maîtrise de l'information » Programme Information pour Tous du secteur de la communication et de l'information de l'UNESCO [en ligne] <http://www.uis.unesco.org/Communication/Documents/157020F.pdf> (consulté le 10 mai 2012)

Manifeste d'Alexandrie sur les bibliothèques, la société de l'information en action <http://www.ifla.org/files/wsis/Documents/alex-manifesto-libs-info-society-fr.pdf>

Manifeste de l'Unesco sur la bibliothèque publique http://www.unesco.org/webworld/libraries/manifestos/libraman_fr.html

Phares de la société de l'information : La proclamation d'Alexandrie sur la maîtrise de l'information et l'apprentissage tout au long de la vie [en ligne] <http://archive.ifla.org/III/wsis/BeaconInfSoc-fr.html> consulté le 11 mai 2012

Programme d'information pour tous (PIPT) <http://www.unesco.org/new/fr/communication-and-information/intergovernmental-programmes/information-for-all-programme-ifap/homepage/>

Recommandations de l'IFLA sur la Maîtrise de l'information et des médias [en ligne] <http://www.ifla.org/files/information-literacy/publications/media-info-lit-recommend-fr.pdf> (consulté le 10 mai 2012).

Sommet mondial sur la société de l'information, Genève 2003. Déclaration de principes[en ligne] <http://www.itu.int/wsis/docs/geneva/official/dop-fr.html> (consulté le 10 mai 2012).

Openlib.sn, biblio blog personnel <http://mandiaye.wordpress.com>

<http://www.avenue221.com>

<http://www.osiris.sn>

<http://www.vie-publique.fr> (consulté le 10 mai 2012)

About the author

Mandiaye Ndiaye is Senior Librarian and Head of the Department of Oriental Languages and Civilization of the Central library of Cheikh Anta Diop University in Dakar, Sénégal.

Ndiaye is also Secretary of Information and Communication of the Senegalese Librarians Association (ASBAD) ; Animator of the listserv asbad.info and webmaster of www.asbad.org, as well as serving as national coordinator of the Open Access Programme for the University Libraries Consortium of Senegal (COBESS)

Recent presentations by Mandiaye Ndiaye include:

“Open Access and libraries: which role for librarians?” *National Workshop on Open Access*, Dakar, Sénégal, February 2010.

“Reading facing diversity of media: digital formats, what an opportunity!” *Senegalese International Book Fair*, Dakar, Sénégal, December 2011.